

ÉTHIQUE ET POLITIQUE: LA SIXIÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU CONSEIL DE L'EUROPE

27-29 juin 2011

Manuel Medina Ortega 1986 - 2009 (PES)

J'ai eu le privilège de participer à la sixième Université d'été de la démocratie des écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe, organisée à Strasbourg du 27 au 29 juin de cette année. Avec l'appui des autorités locales d'Alsace et de Strasbourg, le Conseil de l'Europe parraine ces universités d'été, auxquelles participe le réseau d'écoles d'études politiques de la "nouvelle Europe", c'est-à-dire de pays situés en Europe centrale et orientale. Le réseau est constitué de 16 écoles d'études politiques de cette zone et est présidé par l'ancienne députée européenne Catherine Lalumière. Il poursuit l'objectif d'implanter différents aspects de la démocratie dans une Europe et dans un monde en mutation, et les sujets qu'il aborde intéressent non seulement les pays de la "nouvelle" Europe, mais également ceux de la dénommée "vieille" Europe, c'est-à-dire les pays qui forment le noyau dur de l'Union européenne actuelle.

C'est le cas du thème choisi pour le cours de cette année: "Éthique et politique". Le plus grand danger que court tout régime démocratique est l'érosion interne qui naît de la perception des citoyens que leurs représentants élus, qui devraient sauvegarder l'intérêt commun, usent de la position privilégiée que leur confèrent les urnes pour leur propre intérêt, et non pour celui des citoyens qu'ils doivent défendre.

Je ne peux résumer en quelques lignes le large éventail de thèmes abordés par l'Université, et encore moins m'étendre sur les interventions des participants aux plénières, aux conférences sectorielles, aux tables rondes, aux séminaires et aux ateliers de travail. Il suffit de savoir que des centaines de participants provenant principalement d'Europe centrale et orientale ont eu l'occasion d'échanger leurs idées et leurs points de vue avec des personnes provenant d'États membres de l'Union européenne, voire d'autres régions, comme l'Amérique du Nord ou l'Afrique francophone. Les participants y ont discuté de questions telles que les relations entre l'éthique, la bonne gouvernance et la responsabilité des entreprises, ou encore le rôle des médias dans l'appréciation de la moralité politique. Des responsables politiques en fonction, comme le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjorn Jagland, ou le maire de Strasbourg, Roland Ries, ont partagé l'estrade avec des intellectuels et des professeurs universitaires de toute l'Europe.

J'ai été invité à parler de la répartition des pouvoirs lors d'une table ronde présidée par l'ancienne députée serbe et directrice du Fonds de Belgrade pour l'excellence politique, Sonja Licht, et par le président du groupe socialiste à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le Suisse Andreas Gros. L'ancien président de Malte, Ugo Mifsud Bonnici, nous a également fait l'honneur de se joindre à notre discussion. La table ronde avait pour objectif de déterminer si le principe de la séparation des pouvoirs continuait à

fonctionner dans les démocraties. Les discussions n'ont pas vraiment porté sur la validité du principe, alors qu'il remonte à la république romaine et qu'il est devenu la pierre angulaire des constitutions modernes depuis les révolutions américaine et française de la fin du XVIII^e siècle. Il s'agissait plutôt de déterminer comment le maintenir dans certains des pays de la partie orientale du continent, où le legs du régime politique antérieur permet à un président autoritaire d'emprisonner ses opposants politiques, même s'ils siègent au Parlement, sans que les représentants élus fidèles au gouvernement ne réagissent ou que les autorités judiciaires ne tentent quoi que ce soit pour maintenir l'intégrité de la représentation populaire.

Pour un ancien membre du Parlement européen tel que l'auteur de ces lignes, dont le siège du Conseil de l'Europe a constitué le lieu de travail durant des années, le fait que l'Université d'été ait lieu dans cet édifice déjà historique revêtait une valeur symbolique particulière. De jeunes professeurs et chercheurs issus de pays tels que l'Albanie, la Macédoine, le Kosovo ou la Russie occupaient les sièges qui ont accueilli durant des années les parlementaires des Communautés européennes, de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe pour réfléchir à la construction de l'Europe démocratique dans laquelle nous vivons aujourd'hui et qui, en dépit des difficultés et des crises qu'elle traverse, reste un point de référence, pour les Européens d'abord et pour le reste du monde ensuite, qui voit en nous un modèle à suivre pour bâtir un monde de paix, plus juste et plus égalitaire.

Le processus d'élargissement de l'Union européenne a entamé une nouvelle étape avec l'accord visant à incorporer la Croatie comme 28^e membre. D'autres pays représentés à l'Université d'été se préparent à nous rejoindre, tandis que d'autres, qui n'ont toujours pas de perspectives d'intégration, nous observent pour façonner leur développement politique. Le Conseil de l'Europe reste fidèle à son objectif de contribuer à unir les Européens sans recourir à d'autres moyens que la paix et le dialogue.

Manuel Medina Ortega